CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
31-01-1984
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 3 janvier 1984, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif aux Redevances Radio et Télévision", a donné le 5 janvier 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e januari 1984 door de Minister van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hun, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de Kijk- en Luistergelden", heeft de 5e januari 1984 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter aux observations qui suivent.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Au 2°, dans le texte français, mieux vaudrait écrire : " ... et qui est installé à demeure dans un véhicule automobile".

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° Appareil de télévision : tout appareil qui offre la possibilité de capter des émissions radiodiffusées de télévision et de les reproduire immédiatement en noir et blanc ou en couleur, même s'il doit à cet effet être raccordé à un réseau de télédistribution, quel que soit, au surplus, l'usage qui en est fait à titre principal ou accessoire".

Le 4° et le 5° donnent des définitions du "ménage privé" et du "ménage collectif". Cette distinction, bien qu'elle apparaisse déjà dans la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, ne semble pas avoir de portée pratique quant à l'application de la loi. Si le Gouvernement entendait la maintenir, il devrait apporter certaines précisions dans la formulation de quelques-unes des rubriques données. A titre d'exemple, on citera le f) : "les personnes vivant en communauté". Selon la nature de la communauté visée, on pourrait hésiter quant à son rattachement soit à un "ménage privé" soit à un "ménage collectif".

.../...

Subsidiairement, comme il est difficile de définir le ménage par le ménage, mieux vaudrait écrire au 4°, comme dans le texte actuellement en vigueur :

"4° Ménage privé : soit une personne vivant habituellement seule, soit plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de famille, vivent habituellement en commun".

Au 5°, le procédé consistant à insérer des alinéas dans la subdivision numérotée d'un alinéa ne peut être admis d'un point de vue légistique en raison des difficultés de référence qu'il entraîne. Il est donc proposé d'écrire :

"5° Ménage collectif : des personnes qui vivent en groupe et notamment :
a) les orphelins ... (la suite comme au projet)".

Le e) du 5° devrait être rédigé plus précisément comme suit :

"e) les personnes résidant dans une maison d'accueil;".

Le texte néerlandais du g) du 5° devrait être rédigé comme suit :

"g) de zieken en verpleegden in een kliniek, een ziekenhuis, een asiel of een sanatorium;".

Quant à l'alinéa 3, il peut être considéré comme superflu, la règle qu'il porte résultant déjà de la combinaison d'autres dispositions du projet. Si toutefois le Gouvernement souhaitait le maintenir, il gagnerait à être transféré après le 16° pour former un alinéa 2 de l'article lui-même.

Suivant le 6°, est détenteur : "la personne physique, la personne morale, le ménage privé ou le ménage collectif qui dispose effectivement d'un ou de plusieurs appareils ou qui en est responsable".

.../...

Le "détenteur" d'un appareil étant soumis à diverses obligations, il doit nécessairement être soit une personne physique, soit une personne morale. Un "ménage privé" ou un "ménage collectif" ne peut être visé par la définition. Pour ces ménages, il convient de désigner la personne qui est tenue des obligations incombant au détenteur. Il ne suffit pas, à cet égard, de la qualifier de "responsable" car cela revient à une pétition de principe.

Le 6° doit donc être revu.

Les définitions de "résidence principale" et de l' "autre résidence" données au 7° et au 8° n'ont pas d'utilité pratique pour l'application de la loi. Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat qu'il serait recouru à cette distinction dans les arrêtés d'exécution de la loi. Il serait dès lors préférable de reporter ces définitions aux arrêtés d'exécution eux-mêmes, ce qui écarterait le risque que les notions soient entendues différemment dans la loi et dans les arrêtés. De toute façon, les mots "autre résidence" sont inadéquats lorsqu'ils sont employés absolument, comme il se voit à l'article 3. Mieux vaudrait, si les définitions étaient maintenues, écrire au 8° "une résidence secondaire".

La définition donnée au 7° s'écarte de celle qui est établie par l'arrêté royal du 1er avril 1960, modifié par l'arrêté royal du 18 mars 1981, pour l'inscription aux registres de la population.

Le texte suivant est proposé :

"7° Résidence principale : le lieu où le détenteur est inscrit au registre de la population, ou, pour les bateliers, les forains et les nomades qui n'ont pas de résidence fixe, le

bateau ou le véhicule où ils habitent effectivement".

Il ne s'indique pas, dans la définition du "commerçant", au 9°, de donner aussi une définition de la "vente", surtout si elle s'écarte du sens usuel de ce terme.

Selon les informations fournies au Conseil d'Etat, l'intention est de viser notamment certains commerçants qui font cadeau d'appareils de télévision à leurs clients.

Le texte suivant est proposé :

"9° Commerçants : les constructeurs, importateurs, vendeurs, loueurs et réparateurs qui, même occasionnellement, font commerce d'appareils de télévision, avec ou sans profit, ou les personnes qui, dans l'exercice d'une autre activité commerciale, font cadeau de tels appareils".

Au 10°, on écrira en néerlandais : "Filiaal : elke vestiging waar ... (la suite comme au projet)".

A la fin du 11°, il faut écrire : " ... ou qui est installé dans une exploitation commerciale".

Au 16°, les mots "dans les limites d'un territoire déterminé" tendraient, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, à exclure la transmission d'émissions à partir de l'antenne collective d'un immeuble à appartements. On peut se demander si la formule choisie est suffisamment précise à cet égard.

Article 2.

Comme l'article 3, l'article doit commencer par les mots "Sous réserve de l'article 14,".

.../...

Compte tenu de l'article 3, alinéa 4, il faut écrire, à la fin de l'article,"par véhicule" au lieu de "par appareil".

Article 3.

A la fin de l'alinéa 1er, il faut écrire : " ... une redevance annuelle qui s'élève respectivement à 3.648 F ou à 5.268 F".

A l'alinéa 4, troisième ligne, il faut écrire : " ... dans une ou plusieurs résidences ...".

L'alinéa 5 serait plus clairement rédigé comme suit :

"Aucune redevance télévision distincte n'est due pour les appareils que les détenteurs transportent comme un bagage".

Article 5.

Suivant cet article,

"En cas de séparation de fait ou légale, les personnes qui deviennent détentrices d'un ou de plusieurs appareils sont redevables des redevances radio ou télévision à partir de la date de la séparation.

Dans les huit jours, ces personnes doivent communiquer leur nom, prénoms et adresse au Service Radio-Télévision Redevances, le nombre et le type d'appareils, ainsi que les lieux où ils sont installés".

On peut douter de l'utilité de cette disposition qui fait double emploi avec, d'une part, la définition du détenteur et,

.../...

d'autre part, le contenu de l'article 10. Elle semble de nature à provoquer des difficultés d'application, notamment quant à la détermination de la date de la séparation.

Article 6 (devenant éventuellement l'article 5).

La condition d'exemption consistant, pour les personnes résidant à l'étranger, à avoir acquitté les redevances radio ou télévision dans le pays de leur résidence n'est guère justifiée et paraît devoir provoquer des difficultés d'application.

L'article pourrait être plus simplement rédigé comme suit

"Article (5).-

Les personnes résidant à l'étranger qui séjournent moins de trois mois dans le royaume ne sont pas astreintes au paiement des redevances radio ou télévision pour les appareils qu'elles détiennent".

Article 8 (devenant éventuellement l'article 7).

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Les redevances radio et télévision sont dues pour des périodes de douze mois consécutifs".

A l'alinéa 2, quatrième ligne, il faut écrire : " ... est due pour la période ...".

Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Het kijk- en luistergeld is wat de andere houders betreft, verschuldigd voor periodes die, naar gelang van de eerste letter van de naam of de benaming van de houder, aanvangen op de data die in de onderstaande tabel zijn vastgesteld".

Dans le texte français, il conviendrait d'écrire, à l'alinéa 3, " ... la première lettre du nom ou de la dénomination ...". Cette observation vaut également pour l'article 11, § 2 et § 4, ainsi que pour les articles 16 et 17.

Article 11 (devenant éventuellement l'article 10).

Au paragraphe 1er, les mots "du présent article" doivent être omis.

Au début du paragraphe 3, dans le texte français, il faut écrire : "Si une telle invitation n'est pas parvenue ..." au lieu de "Si une telle invitation n'est pas arrivée ...". L'observation vaut aussi pour le paragraphe 5.

A la fin du même paragraphe 3, il convient d'écrire : " ... mentionnés au paragraphe 2" au lieu de " ... mentionnés au paragraphe précédent".

Parmi les renseignements à fournir en vertu du paragraphe 4, il serait plus correct d'écrire : " ... le nom ou la dénomination, l'adresse, le cas échéant la date de naissance du détenteur et, éventuellement, le nom, la dénomination et l'adresse du cédant, ainsi que le nombre et le type d'appareils et les lieux où ils sont installés".

Article 12 (devenant éventuellement l'article 11).

L'interversion des alinéas 3 et 4 ferait gagner le texte en clarté.

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est recouru, à l'alinéa 5, à la notion d' habitation, qui n'est d'ailleurs pas définie.

Article 13 (devenant éventuellement l'article 12).

Au début de l'article, les mots "En outre" doivent être omis.

Article 14 (devenant éventuellement l'article 13).

A la fin de l'alinéa 1er, il vaudrait mieux écrire : " ... des clients qui ne présentent aucun des documents visés à l'article (21) pouvant couvrir la détention de l'appareil loué".

Il serait plus clair d'écrire, au début de l'alinéa 3 : "Les loueurs sont tenus ...".

A la fin de l'alinéa 6, mieux vaudrait écrire : " ... les preneurs en location qui ont présenté un des documents visés à l'article (21) pouvant couvrir la détention de l'appareil loué, ainsi que les renseignements nécessaires à l'identification de ce document".

Article 15 (devenant éventuellement l'article 14).

A l'alinéa 3, il serait plus correct d'écrire : "Le Ministre ou le fonctionnaire de la Régie ...".

.../...

Article 16 (devenant éventuellement l'article 15).

Il ressort des informations fournies au Conseil d'Etat que l'alinéa 2 correspondrait mieux aux intentions du Gouvernement dans la rédaction suivante :

"Lorsque la détention d'un appareil récepteur prend fin après la date extrême de paiement, la redevance reste due pour la totalité de la période".

.../...

Article 17 (devenant éventuellement l'article 16).

L'alinéa 2 semble ériger en infraction le fait qu'une invitation à payer ou un rappel n'ait pu toucher son destinataire. Il ne s'agit pas d'une infraction distincte de celle qui consiste à ne pas avoir informé le service d'un changement d'adresse; c'en est une conséquence. Quant au fait que la redevance ait été payée, elle ne supprime pas le défaut d'avoir signalé le changement d'adresse. Aussi l'alinéa 2 apparaît-il comme un commentaire de l'alinéa 1er, qui pourrait figurer dans l'exposé des motifs, mais qui ne constitue pas une règle de droit distincte.

Article 19 (devenant éventuellement l'article 18).

L'alinéa 1er dispose comme suit :

"Le Ministre ou son délégué peut doubler les redevances radio et télévision exigibles pour la période en cours et pour les trois périodes précédentes qui ont été éludées, à charge des détenteurs d'un ou de plusieurs appareils de télévision ou d'un ou de plusieurs appareils de radio sur véhicule qui ont négligé d'observer les prescriptions de l'article 10 ou qui, frauduleusement, ont déclaré au Service Radio-Télévision Redevances ne plus détenir d'appareil de radio dans un véhicule déterminé, soit ne plus détenir d'appareil de télévision ou seulement des appareils de télévision en noir et blanc".

Le doublement de la redevance est ainsi prévu pour deux cas fort dissemblables : dans le premier, le détenteur d'un appareil de télévision ou d'un appareil de radio fixé sur un véhicule a négligé d'observer l'article 10, c'est-à-dire a omis de

.../...

faire une déclaration d'achat ou de donner une "information écrite immédiate" de son acquisition au Service Radio-Télévision Redevances ou encore de payer la redevance radio "immédiatement et spontanément", après être devenu détenteur d'un appareil de radio sur véhicule; dans le second cas, il a fait frauduleusement une déclaration inexacte au Service Radio-Télévision Redevances.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment il pourrait être justifié que l'abstention de faire immédiatement une déclaration ou de donner immédiatement une information ou encore de faire immédiatement un paiement, ou éventuellement le simple retard dans l'exécution d'une de ces obligations, sans aucune volonté de se soustraire à celles-ci, soit sanctionné aussi sévèrement qu'une véritable fraude, par exemple une déclaration sciemment inexacte faite dans le but avéré d'éluder le paiement de la redevance.

Sans doute faut-il supposer que le Ministre ou son délégué, qui "peut", mais ne doit pas doubler les redevances en vertu de l'article 19, alinéa 1er, ne prendra cette mesure que dans les cas où il estimera que le détenteur d'un ou de plusieurs appareils de radio ou de télévision a eu un comportement répréhensible. Mais s'il fallait interpréter le texte en ce sens, le doublement de la redevance cesserait d'avoir le caractère d'un accroissement de celle-ci, prévu dans des cas déterminés par la loi; il deviendrait, en réalité, une sanction répressive qu'il n'appartient pas à une autorité administrative de prononcer; seule une juridiction judiciaire, statuant après un débat contradictoire et dans le respect du droit de défense, peut infliger une sanction pénale.

.../...

Les dispositions de l'article 19, alinéa ler, sont donc incompatibles avec les principes du droit public belge (1). On pourrait, par contre, maintenir le système actuellement en vigueur, organisé par l'article 10ter de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion (article inséré dans cette loi par la loi du 24 décembre 1976) : l'article 10ter impose uniformément dans tous les cas de fraude - et seulement dans ces cas-là - le doublement de la redevance.

+

Au début de l'alinéa 2, il faudrait écrire :

"L'alinéa ler n'est pas applicable aux détenteurs qui ...".

.../...

---

(1) On comparera, par exemple, le texte en projet avec l'article 334 du Code des impôts sur les revenus : "En cas d'absence de déclaration ou en cas de déclaration incomplète ou inexacte, les impôts dus sur la portion des revenus non déclarés sont majorés d'un accroissement d'impôt fixé d'après la nature et la gravité de l'infraction, selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi et allant de 10 p.c. à 200 p.c. des impôts dus sur la portion des revenus non déclarés".
Les alinéas 2, 3 et 4 de l'article 334 apportent des limitations importantes à cette règle :
"En l'absence de mauvaise foi, il peut être renoncé au minimum de 10 p.c. d'accroissement" (alinéa 2). "Le total des impôts dus sur la portion des revenus non déclarés et de l'accroissement d'impôt ne peut dépasser le montant des revenus non déclarés" (alinéa 3). "L'accroissement ne s'applique que si les revenus non déclarés atteignent 25.000 F" (alinéa 4).

Article 20 (devenant éventuellement l'article 19).

La fin de la première phrase serait mieux libellée comme suit :

" ... à partir du début de la période de paiement suivante visée à l'article 8, pour les appareils de radio sur véhicule et de télévision installés sans but de lucre et qui sont détenus :".

Dans le texte néerlandais du 3°, il y a lieu de remplacer le mot "gelaryngectomiseerden" door de woorden "personen bij wie het strottehoofd is weggenomen".

Pour un motif déjà exposé, le 5° ne devrait pas comporter deux alinéas. L'alinéa 2 du 5° - dans le texte néerlandais duquel le mot "werkonbekwaamheid" doit être remplacé par "arbeidsongeschiktheid" - devrait être reporté après le 6° et former un alinéa 2 de l'article, alinéa ainsi rédigé :

"Le Ministre détermine les organismes pouvant fixer les pourcentages d'invalidité ou d'incapacité de travail visés à l'alinéa ler, 5°".

Article 22 (devenant éventuellement l'article 21).

Pour les raisons déjà exposées, l'alinéa 2 inséré au 1° de l'alinéa ler devrait devenir l'alinéa 2 de l'article lui-même, dans la rédaction suivante :

"Les fonctionnaires et agents visés au 1° ont priorité à l'égard des autres officiers de police judiciaire, à l'exception du procureur du Roi et du juge d'instruction".

.../...

Les gardes champêtres étant officiers de police judiciaire en vertu de l'article 9 du Code d'instruction criminelle, le 5° fait double emploi avec le 2°.

Article 24 (devenant éventuellement l'article 23).

L'alinéa ler devrait être rédigé comme suit en néerlandais :

"Overtreding van de artikelen (12), (13), (14) en (28) en van de besluiten ter uitvoering ervan, wordt gestraft met geldboete van 200 frank tot 10.000 frank, ongeacht de eventuele toepassing van een bijtaks of een verdubbeling van het verschuldigde kijk- en luistergeld met toepassing van de artikelen 18 en 19".

Au même alinéa, dans le texte français, il serait plus correct d'écrire "l'application éventuelle" au lieu de "l'infliction éventuelle".

La compétence du tribunal correctionnel résulte du montant des peines applicables. Les mots "qui sont de la compétence des tribunaux correctionnels", à l'alinéa 2, sont par conséquent redondants et doivent être omis.

La loi du 26 janvier 1960 rend le tribunal de police compétent pour toutes les infractions. L'intention du Gouvernement est de ne rendre ce tribunal compétent que pour les infractions les moins graves.

Pour ce faire, il vaudrait mieux que cette intention ne soit pas traduite par un membre de phrase incident. Il est suggéré d'insérer un alinéa 5 nouveau rédigé comme suit :

"Les tribunaux de police connaissent des infractions prévues à l'alinéa 3",

et de supprimer le dernier membre de phrase de l'alinéa 4.

Il conviendrait de rédiger l'alinéa 3 en néerlandais conformément au texte proposé pour l'alinéa ler.

.../...

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 4, il convient d'écrire, comme à l'alinéa 2, "misdrijven" au lieu de "overtredingen".

A l'alinéa 5 (devenant l'alinéa 6), il serait préférable d'écrire :

"Une copie gratuite, à usage administratif, du jugement passé en force de chose jugée sera envoyée d'office au Service Radio-Télévision Redevances".

Article 25 (devenant éventuellement l'article 24).

Suivant l'alinéa 2, seconde phrase, les contraintes "sont signifiées par exploit d'huissier aux frais de l'intéressé".

Les frais de signification font partie des frais de justice. Il serait injustifiable de les faire supporter par l'intéressé si, sur opposition, le tribunal déclarait la contrainte non fondée. Les mots "aux frais de l'intéressé" doivent, par conséquent, être supprimés.

Article 26 (devenant éventuellement l'article 25).

Les deux alinéas visent des situations différentes, qui devraient faire l'objet d'articles distincts, si, contrairement à ce qui sera proposé ci-après, l'alinéa 2 était maintenu.

+

Il vaudrait mieux rédiger l'article correspondant à l'alinéa 1er sous la forme d'une obligation active, dont la sanction pénale découlera de l'application de l'article 24, alinéa 3.

.../...

Le texte suivant est proposé :

"Tout détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision doit, à la demande d'une des autorités visées à l'article (22), présenter immédiatement un des documents visés à l'article (21)".

+

L'alinéa 2 prévoit que le détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou d'un appareil de télévision, qui n'a pas pu présenter les documents visés à l'article 21 et qui est ensuite condamné à payer les redevances radio ou télévision, doit exécuter cette condamnation dans le mois de la date à laquelle le jugement est passé en force de chose jugée, sans quoi "le Directeur du Service Radio-Télévision Redevances peut demander éventuellement la confiscation de l'appareil ou des appareils auprès du juge compétent".

L'article 16, alinéa 3, de la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion prévoit que "les appareils récepteurs de radiodiffusion pour lesquels il n'a pas été acquitté de redevance ne peuvent être confisqués que dans le cas où le détenteur a déjà été condamné du chef de la même infraction". La Cour de cassation a décidé que la peine de confiscation ainsi prévue ne peut être prononcée que pour autant que soient simultanément remplies, d'une part, les conditions prévues aux articles 42 et 43 du Code pénal et, d'autre part, la condition de récidive prévue au troisième alinéa de l'article 16 de la loi du 26 janvier 1960.

.../...

Elle a précisé qu'en cas de non-paiement des redevances, l'appareil de réception n'est pas l'objet du délit, n'a pas servi à le commettre, n'était pas destiné à le commettre et n'est pas le produit de l'infraction. Dès lors, l'appareil ne peut être confisqué (Cass. 24 mars 1969, Pas., 1969, I, 658).

La confiscation prévue par l'article 26, alinéa 2, du projet, est manifestement aussi une peine. Sans cela, d'ailleurs, elle apparaîtrait comme une privation de propriété sans indemnité et serait contraire à l'article 11 de la Constitution.

Mais on n'aperçoit pas quelle infraction cette sanction pénale doit réprimer. L'article 26, alinéa 1er, érige formellement en infraction le fait, pour le détenteur d'un appareil de radio sur véhicule ou pour le détenteur d'un appareil de télévision, de ne pas présenter immédiatement sur réquisition d'un agent qualifié l'un des documents visés à l'article 21. En vertu de l'article 24, alinéa 3, cette infraction est punie d'une amende de 26 à 500 francs. Mais la confiscation prévue à l'article 26, alinéa 2, n'est pas une peine destinée à réprimer cette infraction-là. La confiscation n'est applicable qu'après que le jugement rendu sur cette action pénale est passé en force de chose jugée, et seulement dans le cas où le condamné reste en défaut de payer les redevances qui lui incombent. C'est donc le défaut de paiement dans le délai d'un mois à dater du jour où le jugement est passé en force de chose jugée, qui rend la sanction applicable. Mais ce défaut d'exécution du jugement n'est pas lui-même formellement érigé en infraction et n'a pas à l'être : lorsqu'une décision de justice n'est pas exécutée, il appartient à la partie qui y a intérêt, de faire procéder à son exécution forcée : ce n'est que de manière tout à fait exceptionnelle et en vertu d'une disposition expresse du Code pénal que "l'abandon de famille", c'est-à-dire l'abstention de payer les termes d'une pension alimentaire fixée par jugement, est qualifié d'infraction.

.../...

Par ailleurs, l'article 26, alinéa 2, du projet charge un fonctionnaire de l'administration des Communications de "demander éventuellement la confiscation". Le projet tend ainsi à enlever l'exercice de l'action publique au ministère public dont l'existence est prévue par la Constitution (article 101). Il est dès lors en contradiction avec un principe fondamental de notre droit public.

Les articles 42 et 43 du Code pénal étant applicables, en vertu de l'article 24, alinéa 4, à la confiscation prévue à l'article 26, alinéa 2, du projet, cette confiscation spéciale ne pourra pratiquement jamais être appliquée, puisque l'appareil ne sera jamais l'objet de l'infraction, il n'aura ni servi, ni été destiné à la commettre et il n'aura pas été produit par l'infraction (Cass. 24 mars 1969, précité).

Il résulte des diverses observations qui précèdent que l'alinéa 2 de l'article 26 du projet doit être omis.

Article 29 (devenant éventuellement l'article 28).

Il serait plus précis et plus exact d'écrire :

"Article (28).-

Les actions pénales en matière de redevances radio et télévision, et toutes les demandes de recouvrement de ces redevances sont prescrites après trois ans".

Article 31 (devenant éventuellement l'article 30).

Il n'y a pas lieu de faire état de la loi du 24 juin 1963, qui a été absorbée par les modifications ultérieures.

.../...

L'alinéa 1er devrait dès lors être rédigé comme suit :

"La loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion, modifiée par les lois des 7 août 1961, 10 octobre 1967, 14 janvier 1968, 25 juillet 1972 et 24 décembre 1976, est abrogée, à l'exception de l'article 12, modifié par la loi du 14 janvier 1968, et de l'article 13, modifié par la loi du 7 août 1961".

L'alinéa 2 devrait préciser que les agents visés conservent leur qualité pour l'application de la loi en projet jusqu'à ce que le Roi ait pourvu à l'application de l'article (22) de la présente loi.

+

+ +

OBSERVATIONS FINALES.

1. L'arrêté de présentation devrait être proposé, et le projet contresigné, par le Ministre de la Justice en raison des articles 22, 24, 29 et 31 (devenant respectivement 21, 23, 28 et 30), par le Ministre des Finances pour l'ensemble du projet, et par le Ministre de l'Intérieur en raison de l'article 27 (devenant 26).

2. Certains délais prévus par le projet paraissent extrêmement brefs et, par conséquent, difficiles à respecter, notamment les délais de huit jours pour les déclarations en cas de déménagement ou de séparation.

.../...

3. Le texte français du projet laisse grandement à désirer en ce qui concerne la correcton de la langue. Il devrait être revu de manière attentive.

De Raad van State moet zich, wegens de korte termijn die hem is toegemeten, tot de volgende opmerkingen bepalen.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In 2° van de Franse tekst zou men beter schrijven : "... et qui est installé à demeure dans un véhicule automobile".

Het 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° Televisietoestel : elk toestel dat de mogelijkheid biedt omgeroepen televisieuitzendingen te ontvangen en in zwart-wit of in kleuren onmiddellijk weer te geven, zelfs als het daartoe met een televisiedistributienet verbonden moet zijn, wat overigens ook het gebruik moge zijn dat er als hoofdzaak of als bijzaak van gemaakt wordt".

In 4° en 5° wordt een definitie gegeven van "particulier gezin" en van "collectief gezin". Hoewel dat onderscheid al gemaakt is in de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, lijkt het geen praktisch belang te hebben voor de toepassing van de wet. Indien de Regering voornemend is het te handhaven, zou zij de formulering van sommige opgegeven rubrieken enigszins moeten preciseren. Zo bijvoorbeeld f) : "de personen die in gemeenschap leven". Naar gelang van de aard van de beoogde gemeenschap zou er twijfel kunnen rijzen omtrent de indeling ervan bij een "particulier gezin" of bij een "collectief gezin".

.../...

In bijkomende orde moge worden opgemerkt dat aangezien het "gezin" bezwaarlijk door het "gezinsverband" gedefinieerd kan worden, het beter zou zijn zoals in de thans geldende tekst, in 4° te schrijven :

"4° Particulier gezin : ofwel een persoon die gewoonlijk alleen leeft, ofwel verscheidene personen die, al dan niet door familiebanden verbonden, gewoonlijk samenleven".

In de tekst onder 5° is de werkwijze waarbij in de genummerde onderverdeling van een lid andere leden worden ingevoegd, vanuit een oogpunt van wetgevingstechniek onaanvaardbaar wegens de moeilijkheden die daardoor in geval van verwijzing ontstaan. Er wordt voorgesteld te schrijven :

"5° Collectief gezin: personen die in groep leven, onder meer :
a) de wezen ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Onderverdeling e) van 5° zou nauwkeuriger geredigeerd moeten worden als volgt :

"e) de personen die in een opvangtehuis verblijven;".

De Nederlandse tekst onder g) van 5° zou als volgt geredigeerd moeten worden :

"g) de zieken en verpleegden in een kliniek, een ziekenhuis, een asiel of een sanatorium;".

.../...

Het derde lid is als overtollig te beschouwen; de erin vervatte regel resulteert immers al uit de samenlezing van andere bepalingen van het ontwerp. Indien de Regering het toch wenst te behouden, zou het beter na 16° worden opgenomen, zodat het een tweede lid van het artikel zelf vormt.

Volgens 6° is houder : "de natuurlijke persoon, de rechtspersoon, het particulier gezin of het collectief gezin die effectief over een of meer toestellen beschikt of ervoor verantwoordelijk is".

Daar op de "houder" van een toestel diverse verplichtingen rusten, moet hij noodzakelijk een natuurlijke persoon of een rechtspersoon zijn. De definitie mag het dus niet hebben over een "particulier gezin" of een "collectief gezin". Voor die gezinnen behoort te worden bepaald welke persoon de op de houder rustende verplichtingen moet nakomen. In dat opzicht is het niet voldoende dat die persoon "verantwoordelijk" wordt genoemd, daar zulks op een cirkelredenering neerkomt.

De tekst onder 6° moet dus worden herzien.

De definities van "hoofdverblijf" en van "ander verblijf" die in 7° en in 8° worden gegeven, hebben geen praktich nut voor de toepassing van de wet. Uit aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat men in de besluiten tot uitvoering van de wet zich van dat onderscheid zou bedienen. Het zou daarom verkieslijk zijn die definities te bewaren voor de uitvoeringsbesluiten zelf waardoor zou worden vermeden dat die begrippen in de wet en in de besluiten verschillend worden opgevat. Absoluut gebruikt zijn de woorden "ander verblijf" in ieder geval niet deugdelijk, zoals uit artikel 3 blijkt. Voor het geval dat de definities worden behouden, zou het beter zijn in 8° "een tweede verblijf" te schrijven.

.../...

De in 7° gegeven definitie wijkt af van die welke met het oog op de inschrijving in de bevolkingsregisters is gegeven in het koninklijk besluit van 1 april 1960, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 maart 1981.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"7° Hoofdverblijf : de plaats waar de houder in het bevolkingsregister is ingeschreven of voor schippers, kermisreizigers en nomaden, die geen vaste verblijfplaats hebben, het schip of het voertuig waarin zij werkelijk wonen".

Het is niet geraden in 9° in de definitie van "handelaars" ook een definitie van "verkoop" te geven, vooral als zij afwijkt van de gewone betekenis.

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen wordt onder meer gedacht aan sommige handelaars die televisietoestellen aan hun klanten wegschenken.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"9° Handelaars : de constructeurs, invoerders, verkopers, verhuurders en herstellers die, ook al doen zij het slechts bij gelegenheid, televisietoestellen verhandelen, met of zonder winst, of de personen die bij het uitoefenen van een andere handelsbedrijvigheid zodanige toestellen wegschenken".

In de Nederlandse tekst onder 10° schrijve men : "Filiaal : elke vestiging waar ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Op het einde van 11° schrijve men : "... of in een handelsbedrijf is opgesteld".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte informatie zou met de woorden "binnen de grenzen van een bepaald grondgebied" worden bedoeld het overbrengen van uitzendingen via de gemeenschappelijke antenne van een flatgebouw uit te sluiten. De vraag laat zich stellen of de gekozen formulering in dat opzicht voldoende nauwkeurig is.

Artikel 2.

Zoals artikel 3, behoort het artikel te beginnen met de woorden : "Onder voorbehoud van artikel 14 wordt ...".

Gelet op artikel 3, vierde lid, moet op het einde van het artikel "per voertuig" in plaats van "per toestel" worden geschreven.

Artikel 3.

Aan het slot van het eerste lid zou moeten worden gelezen : "... een jaarlijks kijkgeld van 3.648 frank, respectievelijk 5.268 frank, geheven".

Op de derde regel van het vierde lid moet men schrijven : ... in een of meer verblijven ...".

Het vijfde lid zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Geen afzonderlijk kijkgeld is verschuldigd voor toestellen die door de houders als reisgoed worden vervoerd".

.../...

Artikel 5.

Het artikel luidt aldus :

"Bij feitelijke of wettelijke scheiding zijn de personen die houder worden van een of meer toestellen de kijk- of luistergelden vanaf de datum van de scheiding verschuldigd.

Deze personen moeten binnen acht dagen, aan de Dienst Kijk- en Luistergelden hun naam, voornaam en adres mededelen, het aantal en de aard van de toestellen, evenals de plaatsen waar zij opgesteld zijn".

Het nut van deze bepaling die een doublure vormt, enerzijds met de definitie van de houder en anderzijds met de inhoud van artikel 10, valt te betwijfelen. Zij lijkt van die aard dat zij moeilijk toe te passen zal zijn, onder meer wat het bepalen van de datum van de scheiding betreft.

Artikel 6 (dat eventueel artikel 5 wordt).

De voorwaarde dat personen die in het buitenland wonen, om vrijgesteld te worden aldaar kijk- of luistergeld moeten hebben betaald, is bezwaarlijk te verantwoorden en lijkt bij de toepassing voor moeilijkheden te zullen zorgen.

Het artikel zou eenvoudiger zijn in de volgende redactie :

"Artikel (5).-

De personen die in het buitenland wonen en minder dan drie maanden in het Rijk verblijven, zijn niet verplicht om kijk- of luistergeld te betalen voor de toestellen waarvan zij houder zijn".

.../...

Artikel 8 (dat eventueel artikel 7 wordt).

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het kijk- en luistergeld is verschuldigd voor periodes van twaalf achtereenvolgende maanden".

Op de vierde en vijfde regel van het tweede lid moet worden gelezen : "... is verschuldigd voor de periode ...".

De Nederlandse tekst van het derde lid zou in dezer voege geredigeerd moeten worden :

"Het kijk- en luistergeld is wat de andere houders betreft, verschuldigd voor periodes die, naar gelang van de eerste letter van de naam of de benaming van de houder, aanvangen op de data die in de onderstaande tabel zijn vastgesteld".

Het woord "tenaamstelling" zou ook in artikel 11, §§ 2 en 4, en in de artikelen 16 en 17 vervangen moeten worden door de woorden : "de naam of de benaming".

Artikel 11 (dat eventueel artikel 10 wordt).

In paragraaf 1 moeten de woorden : "van dit artikel" vervallen.

.../...

Aan het begin van paragraaf 3 moet in de Franse tekst worden gelezen : "Si une telle invitation n'est pas parvenue ..." in plaats van : "Si une telle invitation n'est pas arrivée ...". De opmerking geldt ook voor paragraaf 5.

Op het einde van dezelfde paragraaf 3 behoort men te schrijven : "... van de in paragraaf 2 vermelde inlichtingen" in plaats van : "... van de in de vorige paragraaf vermelde inlichtingen".

Ten aanzien van de inlichtingen die krachtens paragraaf 4 verstrekt moeten worden, zou het juister zijn te schrijven : "... de naam of de benaming, het adres, in voorkomend geval de geboortedatum van de houder en, eventueel, de naam, de benaming en het adres van de overdrager, alsmede het aantal en de aard van de toestellen en de plaats waar zij zijn opgesteld".

Artikel 12 (dat eventueel artikel 11 wordt).

De tekst zou duidelijker worden als de leden 3 en 4 van plaats werden verwisseld.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in het vijfde lid wordt gewerkt met het begrip "woning", waarvan trouwens geen definitie wordt gegeven.

Artikel 13 (dat eventueel artikel 12 wordt).

In de volzin die het artikel inleidt, dient het woord "daarenboven" te vervallen.

.../...

Artikel 14 (dat eventueel artikel 13 wordt).

Aan het slot van het eerste lid schrijve men : "... aan klanten die geen van de in artikel (21) bedoelde documenten overleggen, waardoor het houden van het gehuurde toestel kan worden gedekt".

Ter wille van de duidelijkheid beginne men het derde lid met de woorden : "De verhuurders zijn verplicht ...".

Aan het slot van het zesde lid kan juister worden geschreven : "... met de naam of de benaming en het adres van alle huurders die een van de in artikel (21) bedoelde documenten hebben overgelegd, waardoor het houden van het gehuurde toestel kan worden gedekt, alsmede de inlichtingen die nodig zijn ter identificatie van dit document".

Artikel 15 (dat eventueel artikel 14 wordt).

In het derde lid zou het juister zijn te schrijven : "De Minister of de ambtenaar van de Regie ...".

Artikel 16 (dat eventueel artikel 15 wordt).

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zou het tweede lid de bedoelingen van de Regering beter weergeven indien het als volgt werd geredigeerd :

.../...

"Als het houden van een ontvangtoestel eindigt na de uiterste betaaldatum, blijft het kijk- en luistergeld verschuldigd voor de hele periode".

Artikel 17 (dat eventueel artikel 16 wordt).

Het tweede lid stelt blijkbaar als overtreding strafbaar het feit dat een uitnodiging tot betalen of een herinnering de geadresseerde niet heeft kunnen bereiken. Het gaat niet om een overtreding die onderscheiden is van die welke erin bestaat de dienst niet te hebben ingelicht over een adresverandering; het is een gevolg ervan. Het feit dat het kijk- en luistergeld betaald is, maakt het verzuim van de mededeling van de adresverandering niet ongedaan. Het tweede lid komt dan ook voor als een commentaar op het eerste lid, een commentaar die in de memorie van toelichting zou kunnen worden opgenomen, maar die geen afzonderlijke rechtsregel is.

Artikel 19 (dat eventueel artikel 18 wordt).

Het eerste lid luidt als volgt :

"De Minister of zijn gemachtigde kan de verschuldigde kijk- en luistergelden die voor de lopende periode en voor de drie vorige periodes werden ontdoken, verdubbelen, ten laste van de houders van een of meer televisietoestellen of van een of meer autoradiotoestellen die verzuimd hebben de voorschriften van het artikel 10 na te leven of aan de Dienst Kijk- en Luistergelden frauduleus hebben medegedeeld in een bepaald autovoertuig geen radiotoestel meer te houden, ofwel geen of alleen nog zwart-wit-televisietoestellen te houden".

.../...

In de verdubbeling van het kijk- en luistergeld wordt derhalve voorzien voor twee sterk verschillende gevallen : in het eerste geval heeft de houder van een televisietoestel of van een autoradiotoestel verzuimd artikel 10 in acht te nemen, met andere woorden, heeft hij nagelaten een aankoopverklaring in te vullen of een "onmiddellijke schriftelijke verwittiging" van zijn aankoop af te geven aan de Dienst Kijk- en Luistergeld, of "onmiddellijk en spontaan" het luistergeld te betalen, nadat hij houder is geworden van een autoradiotoestel; in het tweede geval heeft hij op bedrieglijke wijze een onjuiste aangifte gedaan aan de Dienst Kijk- en Luistergeld.

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe zou kunnen worden verantwoord dat op het verzuim onmiddellijk aangifte te doen, onmiddellijk een inlichting mede te delen of onmiddellijk een betaling te doen, eventueel gewoon op vertraging in het nakomen van een van die verplichtingen, zonder enige bedoeling om zich er aan te onttrekken, even strenge straffen worden gesteld als op echt bedrog zoals, bijvoorbeeld een bewust onjuiste aangifte met het kennelijk oogmerk de betaling van het kijk- en luistergeld te ontduiken.

Ongetwijfeld mag worden verondersteld dat de Minister of zijn gemachtigde, die krachtens artikel 19, eerste lid, het kijk- en luistergeld "kan" maar niet moet verdubbelen, die maatregel alleen zal nemen in de gevallen waarin hij oordeelt dat de houder van een of meer radio- of televisietoestellen op laakbare wijze heeft gehandeld. Mocht de tekst echter aldus geïnterpreteerd moeten worden, dan zou de verdubbeling van het

.../...

kijk- en luistergeld niet langer een verhoging van dat geld zijn, welke verhoging de wet in bepaalde gevallen oplegt, maar zou zij in feite een straf worden welke een administratieve overheid niet vermag uit te spreken; alleen de gewone rechter, uitspraak doende na een debat op tegenspraak en met eerbiediging van het recht van verdediging, kan een straf opleggen.

De bepalingen van artikel 19, eerste lid, zijn derhalve onbestaanbaar met de beginselen van het Belgisch publiekrecht (1). Men zou integendeel het systeem kunnen handhaven dat thans van kracht is en dat geregeld is in artikel 10ter van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toe-

.../...

---

(1) Men vergelijke bijvoorbeeld de ontworpen tekst met artikel 334 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen : "Bij niet-aangifte of in geval van onvolledige of onjuiste aangifte, worden de op het niet aangegeven inkomstengedeelte verschuldigde belastingen vermeerderd met een belastingverhoging die wordt bepaald naar gelang van de aard en de ernst van de overtreding, volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld en gaande van 10 % tot 200 % van de op het niet aangegeven inkomstengedeelte verschuldigde belastingen". Het tweede, het derde en het vierde lid van artikel 334 stellen belangrijke beperkingen op deze regel : "Bij ontstentenis van kwade trouw kan worden afgezien van het minimum van 10 % belastingverhoging" (tweede lid). "Het totaal van de op het niet aangegeven inkomstengedeelte verschuldigde belastingen en de belastingverhogingen mag niet hoger zijn dan het bedrag van de niet aangegeven inkomsten" (derde lid). "De verhoging wordt slechts toegepast wanneer de niet aangegeven inkomsten 25.000 F bereiken" (vierde lid).

stellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen (artikel in die wet ingevoegd door de wet van 24 december 1976) : artikel 10ter legt op eenvormige wijze de verdubbeling van de taks op in alle gevallen van fraude - en in die gevallen alleen.

+

Vooraan in het tweede lid zou moeten worden gelezen :

"Het eerste lid is niet van toepassing op de houders die ...".

Artikel 20 (dat eventueel artikel 19 wordt).

Het slot van de eerste volzin zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... bedoeld in artikel 8 in het andere geval, geen kijk- en luistergeld verschuldigd voor de autoradiotoestellen en de televisietoestellen die zonder winstoogmerk zijn opgesteld en die worden gehouden :".

In de Nederlandse tekst onder 3° vervange men het woord "gelaryngectomiseerden" door de woorden "personen bij wie het strottehoofd is weggenomen".

Om een reeds eerder opgegeven reden zou de tekst onder 5° geen twee leden moeten omvatten. Het tweede lid van 5° - in de Nederlandse tekst waarvan het woord "werkonbekwaamheid" moet worden vervangen door "arbeidsongeschiktheid" - zou na de bepaling onder 6° moeten komen en zou een als volgt geredigeerd tweede lid van het artikel moeten vormen :

.../...

"De Minister bepaalt welke instellingen de in het eerste lid, 5°, bedoelde invaliditeits- of arbeidsongeschiktheidspercentages mogen vaststellen".

Artikel 22 (dat eventueel artikel 21 wordt).

Om de reeds uiteengezette redenen zou het tweede lid dat is opgenomen onder 1° van het eerste lid, het tweede lid van het artikel zelf moeten worden, in de volgende redactie :

"De in 1° bedoelde ambtenaren en beambten hebben voorrang ten aanzien van de andere officieren van gerechtelijke politie, met uitzondering van de procureur des Konings en van de onderzoeksrechter".

Aangezien de veldwachters krachtens artikel 9 van het Wetboek van Strafvordering officieren van gerechtelijke politie zijn, vormt het 5° een doublure met het 2°.

Artikel 24 (dat eventueel artikel 23 wordt).

Het eerste lid behoort als volgt te worden geredigeerd :

"Overtreding van de artikelen (12), (13), (14) en (28) en van de besluiten ter uitvoering ervan, wordt gestraft met geldboete van 200 frank tot 10.000 frank, ongeacht de eventuele toepassing van een bijtaks of een verdubbeling van het verschuldigde kijk- en luistergeld met toepassing van de artikelen 18 en 19".

.../...

Het zou juister zijn in de Franse tekst van hetzelfde lid "l'application éventuelle" te schrijven in plaats van "l'infliction éventuelle".

De bevoegdheid van de correctionele rechtbank vloeit voort uit het bedrag van de toepasselijke straffen. De woorden "die in de bevoegdheid vallen van de correctionele rechtbanken", welke voorkomen in het tweede lid, zijn bijgevolg redundant en moeten vervallen.

De wet van 26 januari 1960 maakt de politierechtbank bevoegd voor alle overtredingen. Het ligt in de bedoeling van de Regering aan die rechtbank enkel bevoegdheid te verlenen voor de minst zware overtredingen.

Om dit te bereiken ware het beter die bedoeling niet met een tussenzinnetje weer te geven. Er wordt in overweging gegeven een als volgt luidend nieuw vijfde lid in te voegen :

"De politierechtbanken nemen kennis van de overtredingen, bedoeld in het derde lid",

en het laatste zinsdeel van het vierde lid te schrappen.

Het derde lid redigere men in het Nederlands overeenkomstig de tekst die voor het eerste lid is voorgesteld.

In de Nederlandse tekst van het vierde lid schrijve men, zoals in het tweede lid, "misdrijven" in plaats van "overtredingen".

.../...

In het vijfde lid (dat het zesde lid wordt) schrijve men bij voorkeur :

"Een kosteloos afschrift, voor administratief gebruik, van het in kracht van gewijsde gegane vonnis zal ambtshalve aan de Dienst Kijk- en Luistergeld worden gezonden".

Artikel 25 (dat eventueel artikel 24 wordt).

Luidens het tweede lid, tweede volzin, worden de dwangbevelen "bij deurwaardersexploot op kosten van de betrokkene betekend".

De kosten van de betekening maken deel uit van de gerechtskosten. Het zou niet te verantwoorden zijn die kosten door de betrokkene te laten dragen indien de rechtbank, ingevolge verzet, het dwangbevel niet gegrond mocht verklaren. De woorden "op kosten van de betrokkene" dienen bijgevolg te worden geschrapt.

Artikel 26 (dat eventueel artikel 25 wordt).

De twee leden slaan op verschillende toestanden, waaraan afzonderlijke artikelen zouden moeten worden gewijd indien, in tegenstelling met wat hierna zal worden voorgesteld, het tweede lid mocht worden behouden.

+

Het artikel dat overeenstemt met het eerste lid zou beter worden geredigeerd in de vorm van een verplichting om iets te doen; de daaraan verbonden straf zal volgen uit de toepassing van artikel 24, derde lid.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Iedere houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel moet, op verzoek van een van de in artikel (22) bedoelde overheden, onmiddellijk een van de in artikel (21) bedoelde documenten overleggen".

+

Het tweede lid bepaalt dat de houder van een autoradiotoestel of van een televisietoestel, die de in artikel 21 bedoelde documenten niet heeft kunnen overleggen en die vervolgens veroordeeld is tot betaling van kijk- of luistergeld, aan die veroordeling gevolg moet geven binnen een maand nadat het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan, bij gebreke waarvan "de Directeur van de Dienst Kijk- en Luistergeld eventueel de verbeurdverklaring van het toestel of van de toestellen bij de bevoegde rechter kan aanvragen (lees "vorderen")".

Artikel 16, derde lid, van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen luidt als volgt : "Nochtans mogen toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen waarvoor geen taks is betaald, alleen dan worden verbeurdverklaard indien de houder reeds veroordeeld is geweest uit hoofde van dezelfde overtreding". Het Hof van Cassatie heeft beslist dat de aldus voorgeschreven verbeurdverklaring slechts mag uitgesproken worden voor zover, enerzijds, de voorwaarden bepaald in de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek en, anderzijds, de voorwaarde van herhaling bepaald in artikel 16, derde lid, van de wet van 26 januari 1960, zijn vervuld. Het heeft verduidelijkt dat bij niet-betaling van de taksen, het ontvangtoestel noch het voor-

.../...

werp van het misdrijf kan uitmaken, noch kan gediend hebben of kon bestemd zijn tot het plegen van het misdrijf, en evenmin uit het misdrijf voortkomt. Het toestel mag derhalve niet verbeurdverklaard worden (Cass. 24 maart 1969, Arr., 1969, 693).

De in artikel 26, tweede lid, van het ontwerp bedoelde verbeurdverklaring is kennelijk ook een straf. Anders zou zij trouwens voorkomen als een eigendomsontneming zonder schadeloosstelling en zou zij strijdig zijn met artikel 11 van de Grondwet.

Het is echter niet duidelijk voor welke overtreding de straf bedoeld is. Artikel 26, eerste lid, stelt formeel strafbaar het feit dat de houder van een autoradiotoestel of de houder van een televisietoestel, op vordering van een bevoegd persoon, niet onmiddellijk één van de in artikel 21 bedoelde documenten overlegt. Krachtens artikel 24, derde lid, wordt die overtreding gestraft met geldboete van 26 frank tot 500 frank. De in artikel 26, tweede lid, bedoelde verbeurdverklaring is evenwel geen straf welke voor die overtreding is bedoeld. De verbeurdverklaring kan slechts worden toegepast nadat het op die strafvordering gewezen vonnis in kracht van gewijsde is gegaan, en alleen ingeval de veroordeelde in gebreke blijft het verschuldigde kijk- of luistergeld te betalen. Het is dus de niet-betaling binnen de termijn van een maand vanaf de dag waarop het vonnis in kracht van gewijsde is gegaan, die de straf toepasselijk maakt. Maar die niet-uitvoering van het vonnis wordt zelf niet formeel strafbaar gesteld en dient het ook niet te zijn : wanneer een rechterlijke beslissing niet wordt uitgevoerd is het zaak van de

.../...

partij die er belang bij heeft te doen overgaan tot de gedwongen tenuitvoerlegging ervan; slechts zeer uitzonderlijke en krachtens een uitdrukkelijke bepaling van het Strafwetboek, wordt "verlating van familie", dit is de niet-betaling van de termijnen van de bij vonnis vastgestelde uitkeringen tot onderhoud, als misdrijf aangemerkt.

Overigens gelast artikel 26, tweede lid, van het ontwerp, een ambtenaar van de administratie van Verkeerswezen "eventueel de verbeurdverklaring aan te vragen" (lees "te vorderen"). Het ontwerp betoogt aldus de uitoefening van de strafvordering uit handen te nemen van het openbaar ministerie, waarvan het bestaan in de Grondwet is ingeschreven (artikel 101). Het is derhalve strijdig met een grondbeginsel van ons publiek recht.

Aangezien de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek, op grond van artikel 24, vierde lid, van het ontwerp, toepassing vinden op de in artikel 26, tweede lid, van het ontwerp, bedoelde verbeurdverklaring, zal die bijzondere verbeurdverklaring in de praktijk nooit kunnen worden toegepast omdat het toestel nooit het voorwerp van het misdrijf zal uitmaken, nooit gediend zal hebben of bestemd zal geweest zijn tot het plegen van het misdrijf en niet uit het misdrijf zal zijn voortgekomen (Cass. 24 maart 1969, voormeld).

Uit de verschillende hiervoren gemaakte opmerkingen volgt dat het tweede lid van artikel 26 van het ontwerp moet vervallen.

.../...

Artikel 29 (dat artikel 28 wordt).

Het zou nauwkeuriger en juister zijn te schrijven :

"Artikel (28).-

De strafvorderingen inzake kijk- en luistergeld, en alle vorderingen tot inning ervan verjaren na drie jaar".

Artikel 31 (dat artikel 30 wordt).

De wet van 24 juni 1963, die in de latere wijzigingen is opgegaan, behoeft niet te worden vermeld.

Het eerste lid zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"De wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen, gewijzigd bij de wetten van 7 augustus 1961, 10 oktober 1967, 14 januari 1968, 25 juli 1972 en 24 december 1976, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 12, gewijzigd bij de wet van 14 januari 1968 en van artikel 13, gewijzigd bij de wet van 7 augustus 1961".

In het tweede lid zou nader moeten worden bepaald dat de bedoelde personeelsleden hun hoedanigheid behouden voor de toepassing van de ontworpen wet, totdat de Koning zal hebben voorzien in de toepassing van artikel (22) van deze wet.

+

+ +

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. Het indieningsbesluit zou ook moeten worden voorgedragen en het ontwerp zou ook moeten worden medeondertekend door de Minister van Justitie, terwille van de artikelen 22, 24 29 en 31 (die respectievelijk de artikelen 21, 23, 28 en 30 worden), door de Minister van Financiën voor het hele ontwerp, en door de Minister van Binnenlandse Zaken, terwille van artikel 27 (dat artikel 26 wordt).

2. Sommige in het ontwerp gestelde termijnen lijken uiterst kort en, bijgevolg, moeilijk in acht te nemen, inzonderheid de termijnen van acht dagen voor de aangifte in geval van verhuizing of van scheiding.

3. De Franse tekst van het ontwerp laat, uit een oogpunt van correct taalgebruik, heel wat te wensen over. Een zorgvuldige herziening is geboden.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. LEROY, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. LEROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.